



Ensemble Pour La Planète
Initiative citoyenne pour la Nature et l'Homme

COMMUNIQUE DU 26 JANVIER 2026

Objet : Océan Pacifique, protection sous influence ?

Ensemble Pour La Planète (EPLP) souhaite exprimer sa vive inquiétude face aux partenariats conclus par la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française avec de grandes fondations et coalitions philanthropiques nord-américaines, présentées comme des initiatives de protection de l'océan et de la biodiversité.

Après l'annonce d'un engagement de 400 millions CFP avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie vient celle d'un engagement de 1,5 milliard CFP avec la Polynésie française, via la coalition *Te Moana Collective* (1). Cette coalition rassemble notamment Pew Bertarelli Ocean Legacy, le Bezos Earth Fund, le Bloomberg Ocean Fund et la Blue Nature Alliance. De très « grosses » signatures... Cela appelle selon nous une lecture beaucoup plus critique que celle livrée par les communications des gouvernements locaux et des « mécènes ».

Si la préservation des écosystèmes marins est évidemment un objectif que nous partageons pleinement, la méthode, les acteurs impliqués et l'opacité entourant ces accords soulèvent de graves interrogations démocratiques et géopolitiques. L'absence de débat public, la concentration de pouvoir stratégique entre quelques acteurs privés étrangers et l'opacité de leurs objectifs à moyen et long terme nous préoccupent.

L'actualité récente rappelle que les États-Unis n'hésitent plus à user de tous les leviers (économiques, diplomatiques, énergétiques, voire environnementaux et militaires ?) pour sécuriser l'accès aux ressources stratégiques. Panama, Venezuela, Canada, Groenland... les exemples s'accumulent.

Dès lors, une question légitime se pose : le Pacifique est-il en train de devenir le nouveau terrain d'une stratégie d'influence, dissimulée derrière le drapeau vert de la conservation marine ?

Les montages annoncés reposent sur des financements étrangers massifs et des expertises importées, des cadres conceptuels définis par on ne sait qui, hors des territoires concernés.

Même lorsqu'on affirme que les fonds seront « pilotés localement », le rapport de force demeure asymétrique : celui qui finance finit toujours par influencer les



Ensemble Pour La Planète
Initiative citoyenne pour la Nature et l'Homme

priorités, les méthodes et les récits. Pour nous signifier notre impuissance, « On » nous serine sans cesse « Qui paye commande ! »...

Le risque est réel de voir se substituer une gouvernance environnementale sous tutelle étrangère, à une souveraineté construite par et pour les populations océaniques et ce, sans contrôle démocratique.

Créer de très grandes aires marines protégées est un acte politique majeur. Il engage durablement l'usage des zones économiques exclusives, les droits des pêcheurs artisanaux, l'accès aux ressources biologiques et minérales, et les équilibres géopolitiques régionaux.

Ces choix ne peuvent être externalisés, ni dictés par des agendas globaux, aussi bien intentionnés soient-ils.

EPLP appelle donc à une stricte vigilance et adresse une alerte à la Ministre de l'Outre mer.

EPLP tient à être claire : il ne s'agit ni d'anti-américanisme, ni de rejet de la coopération internationale.

Le Pacifique est désormais un espace géopolitique convoité. Après le canal de Panama, le Venezuela, le Canada, le Groenland, peut-on exclure que l'océan fasse l'objet d'opérations d'influence sous couvert de protection environnementale ?

Dans un contexte international marqué par la montée des tensions, la compétition pour les ressources naturelles et le contrôle des routes maritimes, la vigilance s'impose.

Le principe de précaution ne vaut pas seulement pour les risques environnementaux : il vaut aussi pour les risques démocratiques, institutionnels et souverains.

Notre association s'oppose par principe à toute forme d'ingérence étrangère dans la définition des politiques environnementales des territoires du Pacifique, y compris lorsqu'elle se présente sous les atours séduisants de la philanthropie environnementale.

EPLP demande donc:

- la transparence totale sur la nature, les objectifs et les contreparties des accords conclus avec des fondations privées étrangères ;



Ensemble Pour La Planète

Initiative citoyenne pour la Nature et l'Homme

- l'implication systématique de la société civile locale, indépendante, dans la définition et la gouvernance de ces politiques ;
- la garantie que les décisions stratégiques concernant les espaces marins et les ressources du Pacifique restent sous contrôle public local et national, et non dictées par des intérêts extérieurs, quels qu'ils soient.

Par précaution.

Par responsabilité.

Et par respect pour les peuples du Pacifique.

La protection de l'océan ne peut servir ni de cheval de Troie géopolitique, ni d'écran masquant de nouvelles formes de prédation, même repeintes en vert.

Préserver le PNMC et Moana Nui, oui.

Mais librement, lucidement, souverainement.

Pour EPLP, Martine Cornaille

(1) A quand Wallis et Futuna ?

Vous aimez cette communication ? Partagez-la avec votre entourage !





Ensemble Pour La Planète
Initiative citoyenne pour la Nature et l'Homme

Nous invitons chacun de nos concitoyens à agir en son lieu et à adhérer à l'association EPLP car faire nombre cela compte ! Lien :

<https://ensemble-pour-la-planete.org/articles/?url=/385-la-une/>

Il est déterminant que chacun donne ce qu'il peut s'il le peut, que ce soit 500 F ou 100 000 F. Nos actions portent des fruits pour notre santé et la planète, participez !

Lien: [Faire un don à EPLP \(helloasso.com\)](https://helloasso.com)

ou adressez-nous un chèque par voie postale à

EPLP

BP 32008

98897 Nouméa Cedex

Grand merci à ceux qui voudront / pourront nous soutenir.